

AGENCE D'URBANISME
Oise-la-Vallée

Rapport d'activité

►►►►► 2014

en vue de l'Assemblée générale
du 29 mai 2015

les faits marquants



L'année 2014 a vu en juin la réinstallation de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration suite au renouvellement des équipes municipales et communautaires. Le choix a été d'élargir le Conseil d'administration à un représentant au moins de chaque membre adhérent à l'agence.

L'année 2014 a aussi été l'occasion de fêter les 25 ans de l'Agence d'urbanisme, à travers plusieurs manifestations, dont la découverte estivale de la vallée depuis une montgolfière mise à disposition par la Région Picardie, la publication d'un abécédaire mettant en exergue les nombreux atouts et projets de la vallée, un débat sur la préparation à la troisième révolution industrielle et enfin une exposition itinérante mettant en évidence la vallée d'hier, d'aujourd'hui et de demain, vue par des élus, des urbanistes, des artistes et des enfants de quelques écoles primaires du territoire. Après maintes vicissitudes, le protocole Etat/FNAU a été signé le 18 novembre, permettant à l'Etat de poursuivre son soutien aux agences d'urbanisme, tout en diminuant fortement sa dotation financière globale. Une circulaire d'application devrait préciser les conditions de fonctionnement, les modalités de financement et le rôle des services de l'Etat au sein des agences. D'autres partenariats ont été signés, en particulier avec l'Agence française de développement (AFD), Gaz réseau distribution France (GrDF), celui avec l'Agence nationale de renouvellement urbain (ANRU) étant en cours de signature.

Aucune intercommunalité supplémentaire n'a rejoint l'Agence au cours de l'année 2014, la ville de Saint-Leu d'Esserent ayant décidé d'adhérer directement à l'Agence et celles de Nogent-sur-Oise et de Longueuil-Sainte-Marie ayant décidé de ne pas participer au programme partenarial.



I les **dossiers**

1 les études et travaux
inscrits au programme partenarial p. 5

2 les études et travaux
hors programme partenarial p. 20

I l' **Agence d'urbanisme**

3 notre feuille de route 2012-2014 p.22

4 notre territoire p. 26

5 notre équipe p. 34

I le **bilan administratif**

6 le matériel p. 39

7 le compte de résultat
le bilan p. 40

1

les études et travaux

inscrits au programme partenarial



2014



mission 1

LA PLANIFICATION et la stratégie territoriale

Mission classique de toute agence d'urbanisme, le travail de planification a consisté à suivre les 4 Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT), soit par l'élaboration des points-zéro (SCoT du Syndicat Mixte de la Basse Automne et de la Plaine d'Estrées (SMBAPE)), SCoT du Syndicat Mixte du Grand Creillois (SMGC)), soit le bilan intermédiaire (SCoT de la Communauté de Communes des Pays d'Oise et d'Halatte (CCPOH)), le suivi de celui de l'Agglomération de la Région de Compiègne (ARC) ayant été transformé par la préparation du plan local d'urbanisme intercommunal.

Trois documents distincts ont été rédigés, avec des indicateurs communs aux quatre SCoT et des indicateurs particuliers.

Manquant encore de données statistiques certaines et de recul, les résultats du suivi de l'échelle de la vallée sont encore hésitants. Les objectifs ne paraissent pas tout à fait atteints pour la croissance de population, mais le solde migratoire négatif se rapproche de zéro, les objectifs de construction de logements paraissent réalisés même s'il ne faut pas relâcher les efforts, la consommation des terres agricoles est limitée puisque les constructions sont plutôt réalisées en tissu urbain constitué. Même s'il reste de grandes zones à urbaniser (NA ou AU), elles ne devraient plus pouvoir être consommées, du fait de la loi « Accès au Logement et un

Urbanisme Rénové » (ALUR) qui incite fortement à réviser les documents d'urbanisme en PLU voire PLUi.

Les PLU en cours de révision ont été suivis, en particulier ceux concernés par le SCoT du Syndicat Mixte de la Basse Automne et de la Plaine d'Estrées (SMBAPE), à savoir celui Rémy, Moyvillers, Béthisy-Saint-Pierre et Saintines, pour lesquels les projets de PLU pouvaient être considérés comme compatibles avec le SCoT.

Des modes d'emploi sous forme de fiches ont été rédigés, permettant ainsi aux nouveaux élus de comprendre le suivi du SCoT et la compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme. Une mission de conseil pour passer du POS au Plan Local d'Urbanisme a été réalisée pour la commune d'Avrigny.

Pour les autres SCoT, seul le PLU de Brenouille a été vu et celui de Pierrefonds a été parcouru pour déterminer les éléments encore manquants compte tenu des nouveautés de la loi « Accès au Logement et un Urbanisme Rénové » (ALUR). Enfin une note a été élaborée montrant que la compatibilité avec un des SCoT d'un projet de zone d'activités mal desservie et localisée dans une zone humide est incertaine.





A. DÉFINITION DE L'ÉTOILE FERROVIAIRE CREILLOISE ET STRATÉGIES DE DÉPLACEMENTS



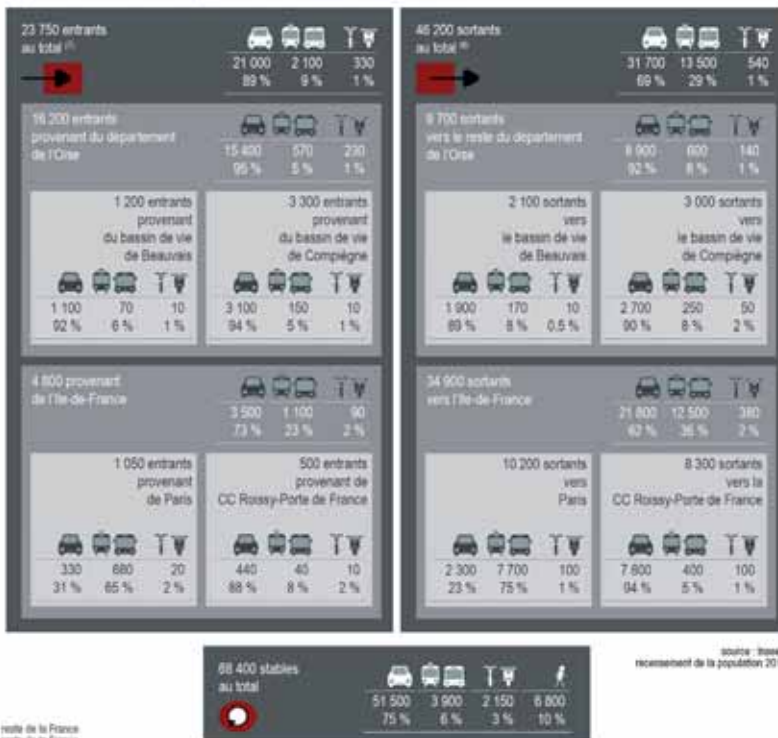
ÉTOILE FERROVIAIRE CREILLOISE Rôle des gares secondaires

Une faible utilisation des transports en commun dans les déplacements domicile/travail

La répartition modale des déplacements montre des habitudes d'utilisation variables selon l'origine et la destination des travailleurs. En effet, si globalement la voiture est

privilégiée dans les déplacements domicile / travail des actifs du Grand secteur creillois, qu'ils soient entrants, sortants ou stables, la part d'utilisation des transports en commun diffère grandement.

Répartition modale du bilan des migrations domicile-travail du Grand secteur creillois



mission 1

suite

LA PLANIFICATION et la stratégie territoriale

■ La poursuite de l'animation du comité de préfiguration d'un SCoT dans le sud de l'Oise a pris la forme d'une présentation de ce qu'est un SCoT devant les élus de la Communauté de Communes du Pays de France, seule communauté de communes non couverte par un SCoT dans le nord du Val d'Oise.

■ Compte tenu de l'actualité législative florissante voire débordante, l'InterSCoT n'a été poursuivi qu'à travers le suivi des SCoT, commun aux 4 SCoT de la vallée, le SCoT du Syndicat d'Etudes et de Programmation de l'Oise-Aisne Soissonnaise (SEPOAS) n'ayant pas vocation à être révisé par le syndicat.

■ La compétence « habitat » a été étudiée pour la Communauté de Communes des Pays d'Oise et d'Halatte qui l'a prise en début d'année 2015 et qui pourrait lancer prochainement l'élaboration d'un Programme Local de l'Habitat (PLH).

■ La participation à la mise en œuvre du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire (SDRADT) s'est formalisée par la participation à la relance de la démarche Approche de l'Urbanisme Orienté Rail (AUOR) pilotée par la Région Picardie, l'Ademe et l'Etat.

■ La participation de l'Agence à l'élaboration du Schéma Régional des Continuités Ecologiques (SRCE)

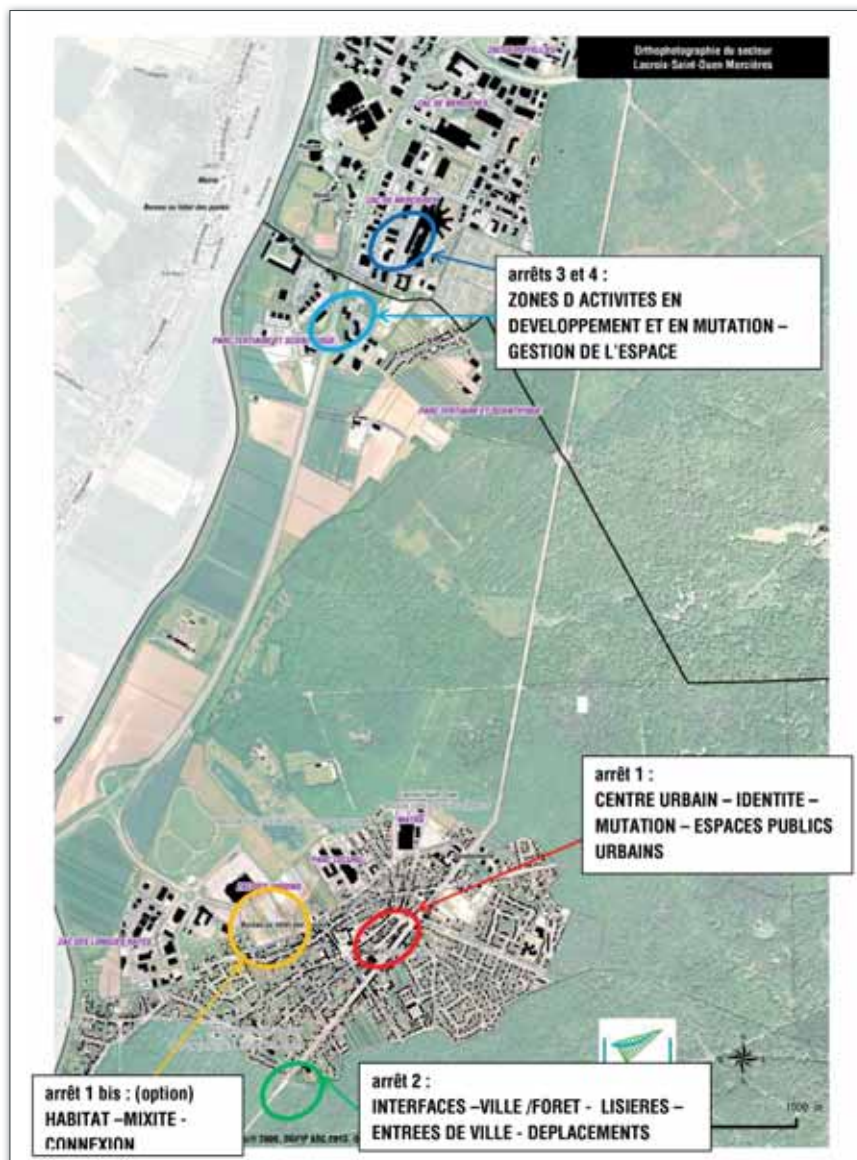
s'est poursuivie, aussi bien dans les instances du comité régional que dans les réunions techniques à la demande de l'Etat et de la Région, co-auteurs du Schéma régional. A été réalisé un guide mode d'emploi qui figure dans le projet du SRCE en cours de consultation actuellement (tome 9).

■ La participation au Comité national trame verte et bleue en tant que représentante de la Fnau a permis de suivre les projets d'évolutions législatives comme les projets d'ordonnance pour faciliter les projets de constructions de logements comme d'activités économiques.

■ La mise en œuvre du Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) s'est faite à travers le projet de charte d'engagement présentée par la Région Picardie et l'Etat.

■ L'Agence a poursuivi sa participation aux ateliers dans le cadre de l'élaboration du Plan de Protection de l'Atmosphère du Creillois (PPA), lancé par l'Etat.

■ Un travail sur la mobilité dans le « Grand Secteur Creillois » s'est poursuivi mettant en évidence un ensemble de 8 bassins de vie définis par l'Insee et réunis par l'étoile ferroviaire de Creil, comportant 17 gares dans un rayon de 15 km autour de la gare de Creil (18 avec Senlis qui est uniquement une gare routière).



plu i **LES MARCHES URBAINES 1**
mercredi 17 décembre
Lacroix-Saint-Ouen
ZAC Mercières (Compiègne)
Forêt

PROGRAMME

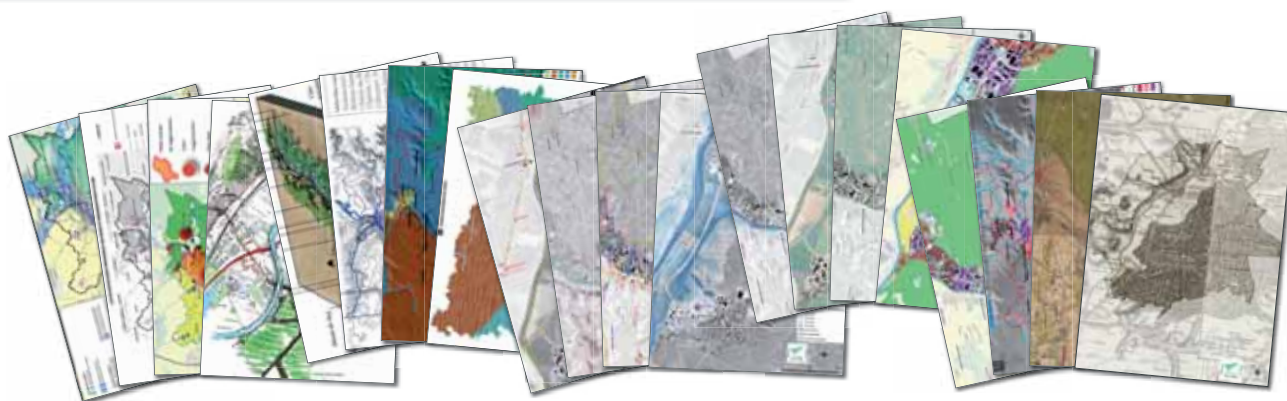
13h30
RDV à la mairie de Lacroix-Saint-Ouen
Introduction à la marche urbaine

13h45
1. Déambulation dans le centre-ville
- échanges sur enjeux site 1
**1 bis. Arrêt aux abords
de la ZAC des Jardins (option)**

14h45
2. Arrêt entrée de ville (sud ? ou nord)
- échanges sur enjeux site 2

15h00
**3. Départ pour le parc tertiaire et
scientifique**
- échanges sur enjeux sites 3 et 4

17h00
4. ZAC Mercières à Compiègne
- échanges sur enjeux sites 3 et 4



mission 1

suite

LA PLANIFICATION et la stratégie territoriale

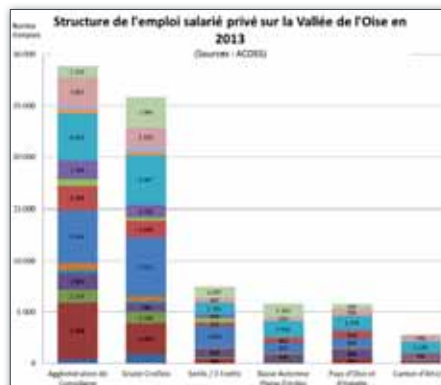
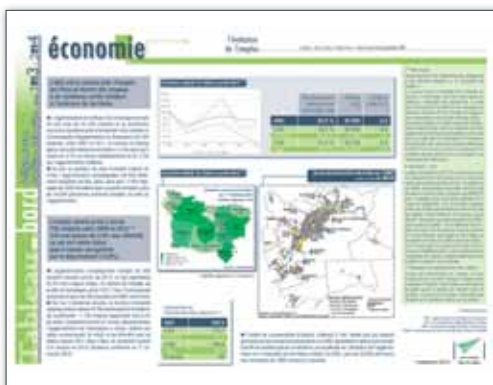
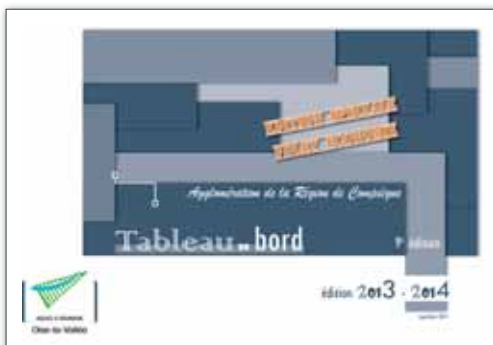
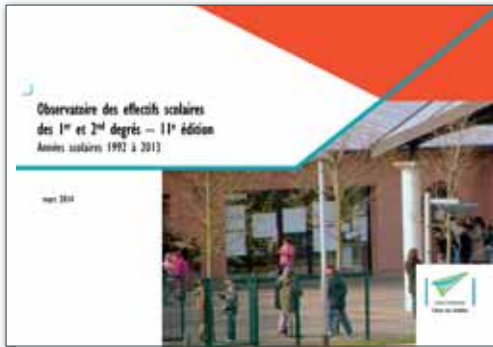
■ La préparation à l'élaboration du PLUi (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal) de l'Agglomération de la Région de Compiègne s'est accélérée, puisque la prescription de ce dernier a été votée en septembre et a été organisée la première marche urbaine permettant de découvrir un morceau de territoire et les questions/problèmes d'urbanisme avec un groupe d'élus. 7 autres marches ont été organisées permettant aux participants d'avoir parcouru l'ensemble du territoire intercommunal et abordé à peu près tous les sujets devant être traités dans le PLUi valant Programme Local de l'Habitat (PLH).

A l'occasion de la préparation de ces marches, un carnet de cartes a été réalisé afin de remémorer à tous, les éléments du SCoT de l'Agglomération de la Région de Compiègne approuvé, de paysages urbains ou naturels, les POS/PLU applicables, les zones inondables...

Une méthodologie pour permettre l'élaboration du PLUi a été proposée à l'Agglomération de la Région de Compiègne qui permet à l'Agence d'urbanisme d'être le principal acteur technique de cette élaboration de PLUi.

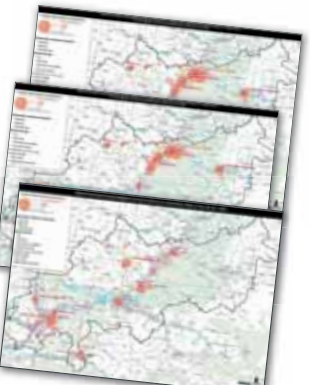
■ A partir de l'expérience d'études des capacités foncières de Lacroix-Saint-Ouen et de Choisy-au-Bac, la méthodologie a été simplifiée pour répondre à la loi « Accès au Logement et un Urbanisme Rénové » (ALUR) sans être trop chronophage. Ce sont les capacités de Margny-lès-Compiègne et de Bienville qui sont analysées et reposent aussi sur l'expertise des élus et des services des communes.

■ La méthodologie du recensement des dents creuses a aussi été présentée en commission d'urbanisme de l'Agglomération de la Région de Compiègne et au Club planification de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (Fnau) qui a permis d'échanger sur différentes méthodes utilisées par les agences. Néanmoins reste un vrai sujet qui est la communication qui peut être faite de ce recensement des « dents creuses » pour ne pas affoler les habitants sur ce qui peut se passer à proximité de chez eux et de ne pas considérer que la totalité des dents creuses recensées va pouvoir être urbanisée.



Chiffres clefs

- 1,5%**
C'est la baisse des effectifs de l'emploi salarié privé en France entre 2008 et 2013
- 14 700**
Effectifs de l'industrie dans la Vallée de l'Oise en 2013
- 5500**
C'est le nombre d'emplois dans les activités de services administratifs et de soutien
- 3000**
C'est le nombre d'emplois dans le transport et l'entreposage dans le Grand Creillois



mission 2

L'OBSERVATION et l'évaluation des politiques d'aménagement et d'urbanisme

Mission classique de l'agence d'urbanisme, elle a consisté à gérer et alimenter les bases de données et le système d'information géographique qui sont ainsi mis à la disposition de tous les adhérents de l'Agence à leur demande. Des fichiers de données ont été envoyés aux principaux partenaires (Agglomération de la Région de Compiègne, Communauté de l'Agglomération Creilloise, Etat...) disposant d'un Système d'information géographique.

■ Les tableaux de bord de l'Agglomération de la Région de Compiègne ont été réalisés pour la partie « économie » mettant en évidence la bonne tenue du nombre d'emplois, malgré la crise depuis 2008 et la fermeture de Continental.

■ L'observatoire scolaire de l'Agglomération de la Région de Compiègne fait apparaître qu'au cours des cinq dernières années, la tendance des effectifs scolaires est la stagnation ou la légère baisse dans la plupart des communes. Entre les deux dernières rentrées, les élèves du secteur public à Compiègne sont en hausse.

■ Le suivi du Programme Local de l'Habitat de l'Agglomération de la Région de Compiègne a fait l'objet d'un troisième rendu mettant en évidence le nombre de logements construits (330 logements nouveaux par an) et les actions se rapportant à ce programme local de l'habitat

(réhabilitations du parc existant, construction de logements étudiants, politique foncière, ...).

■ Le suivi du Programme Local de l'Habitat de la Communauté de l'Agglomération Creilloise a été finalisé et présenté, montrant que l'objectif de construction de 400 logements par an pourrait être dépassé puisque 550 logements ont été autorisés. Néanmoins il ne faut pas relâcher l'effort de construction.

■ En revanche le suivi du Programme Local de l'Habitat de la Communauté de Communes du Canton d'Attichy n'a pas été lancé, du fait aussi de l'absence de l'avis du comité régional de l'habitat.

■ Un travail sur les secteurs économiques phares de la vallée, à savoir la chimie, la métallurgie/mécanique, la R&D, la logistique, montre l'évolution de l'emploi salarié privé de ces secteurs et sa concentration spatiale et quantitative. La chimie est le secteur phare du Compiégnois, tandis que la métallurgie est celui du Grand Creillois et la logistique celui de l'entre-deux (Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées, Paris-Oise Port Intérieur (POPI)). Néanmoins tous les secteurs ont subi une diminution des effectifs depuis 2008, seul le secteur du tourisme a connu une augmentation de 3% des emplois, dans le domaine de la restauration.

mission 2

suite

L'OBSERVATION et l'évaluation des politiques d'aménagement et d'urbanisme

■ Les fiches d'identité (communes, EPCI et pays) sont disponibles sur le site web de l'Agence, ce qui permet une mise à jour plus facile (cf. www.oiselavallee.org).

■ L'expertise du Répertoire Individualisé des Logements (RIL) a été faite pour la commune de Compiègne qui était passée sous la barre des 40 000 habitants (population légale), avant de remonter au-dessus en 2015.

■ L'actualisation de la prospective scolaire a été réalisée pour la commune de Montataire qui doit faire face à une pression des effectifs scolaires, tandis qu'à Senlis les équipements scolaires sont sous-occupés, et de surcroît, énergivores et mal adaptés.

■ Un travail sur la demande locative sociale à partir de la base de données de l'Union Régionale de l'Habitat (URH) de Picardie a permis d'alimenter plusieurs travaux mais a nécessité une mise à plat importante avant d'être exploitée. Dans le département de l'Oise, le fichier recense une attribution pour 5 demandes de logement locatif public.

■ Un seul club de l'habitat a été organisé et a traité de l'habitat participatif qui est une forme atypique de construction et permet d'associer à l'habitat des services communs. Les cités-jardins ou les cités des castors ont été l'ancêtre de ce mode d'habitat.

■ La participation à la plate-forme GéoPicardie et son alimentation a concerné l'actualisation du recensement des zones d'activités dans la vallée et la poursuite de celui des voies cyclables (vélo-routes et voies vertes) à partir de la structuration de l'information géographique.

■ Préalablement au nouveau contrat de ville, le travail exploratoire concernant la localisation par carroyage des revenus des habitants du quartier des Terriers à Pont-Sainte-Maxence a été réalisé comme l'ensemble du diagnostic qu'il a fallu réaliser en urgence, compte tenu des délais imposés pour la nouvelle géographie prioritaire.

■ Une expertise en tant qu'urbaniste qualifiée OPQU du réseau Fnau a également été menée dans le cadre du processus de labellisation des Eco-quartiers du Ministère du Développement durable, pour un projet d'Ecoquartier à Meaux (77), ainsi que la participation de Oise-la-Vallée à la commission régionale et à celle nationale.



mission 3

LES PROJETS URBAINS et paysagers

■ Un document a été élaboré pour définir et localiser les potentiels du tourisme fluvial (d'amont en aval, Longueil-Annel/Janville, Attichy, Choisy-au-Bac, Compiègne, Jaux, Verberie, Pont-Sainte-Maxence, Villers-Saint-Paul, Creil et Saint-Leu d'Esserent).

■ La stratégie de valorisation touristique de la forêt s'est poursuivie par la participation aux comités de pilotage concernant l'étude de faisabilité de plusieurs maisons forestières et par celle aux ateliers sur le schéma d'accueil en forêt.

■ Une participation au comité technique et de pilotage concernant le quartier gare de Compiègne a également eu lieu, tandis que le très grand temps passé (245 jours) l'a été sur le quartier-gare de Creil et a consisté à suivre les nombreuses réunions dans le cadre du plan guide élaboré par ANMA mais aussi à évaluer les espaces publics de la version 1 du plan guide, voire leur accroche urbaine avec les centres des villes et à poursuivre le travail sur le rôle secondaires de l'étoile ferroviaire. Plusieurs documents ont été rédigés à cet effet.

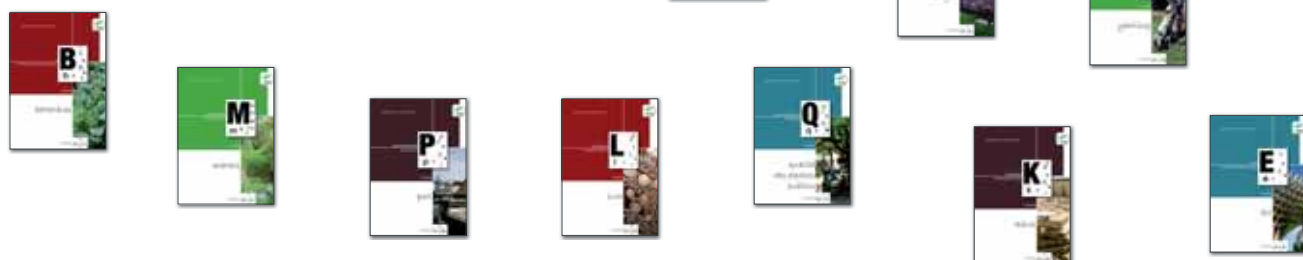
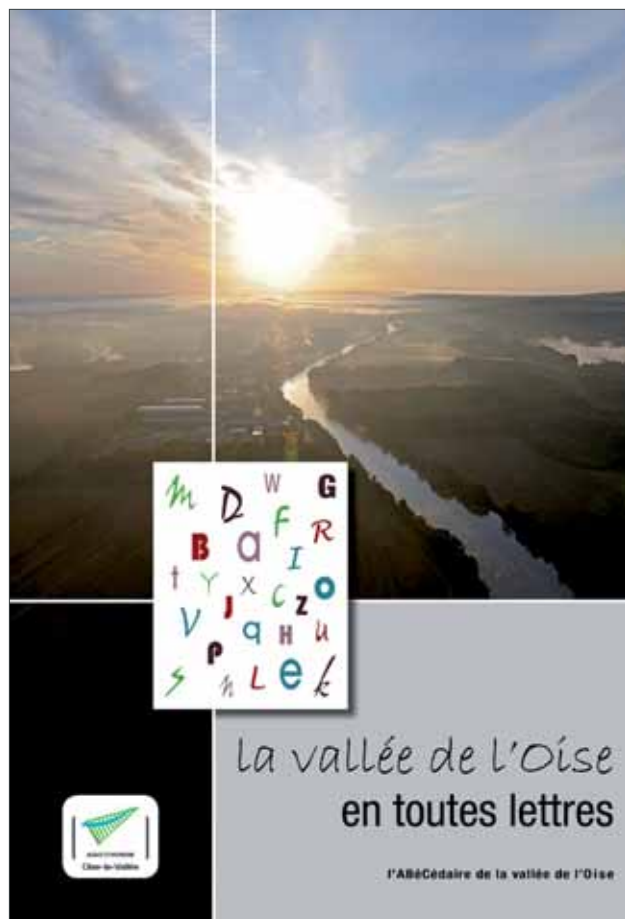
■ L'animation de la commission d'aménagement du grand secteur creillois s'est traduite par celle de la réunion de lancement d'une étude de Plan de Déplacements Urbains à l'initiative du Syndicat mixte du Grand Creillois où les présidents des EPCI et des Autorités Organisatrices de Transports Urbains (AOTU) ont été invités.

■ L'actualisation du plan de recensement des projets urbains a été réalisée et permet d'avoir une vision globale des projets du grand Creillois (9 communes), comme du pôle urbain (Pont-Sainte-Maxence, Les Ageux et Pontpoint). Un accompagnement des étudiants de l'Université de Technologie de Compiègne (UTC) sur le quartier-gare de Pont-Sainte-Maxence a complété ce travail sur ce pôle urbain important.

■ Un diagnostic de l'évolution du foncier agricole en fonction des projets d'urbanisation sur les communes de Creil et de Verneuil-en-Halatte en vue de l'extension du parc Alata a été réalisé et montre que les exploitations agricoles ne seront pas impactées de manière importante (moins de 10% des deux exploitations concernées).

■ Le programme Urbact 2 (enter hub) réunissant plusieurs villes européennes dont l'agglomération creilloise a été finalisé et a permis aux villes et aux régions de comprendre comment utiliser les capacités humaines de chaque territoire.

■ Le groupe de travail animé par l'Entente Oise-Aisne s'est aussi réuni pour lancer les travaux sur la résilience qui vont se poursuivre en 2015. Parallèlement à ce travail, c'est la révision des 4 Plans de Prévention des Risques Inondation (PPRI) de la vallée dans les Territoires à Risques Importants d'Inondations (TRI) et l'élaboration des Plans de Gestion du Risque Inondation (PGRI). Ces différentes procédures sont menées parallèlement et l'Agence alimente aussi bien le bureau d'études Safège dans la connaissance qu'elle a de la vallée, qu'elle présente aux acteurs du territoire les enjeux et les conséquences de ces différents documents.



mission 4

DIFFUSION et communication

Cette mission est par définition diversifiée et est adaptée tout au long de chaque année. 2014 n'a pas dérogré à la règle et a été l'occasion de réaliser plusieurs notes au sujet de l'avancement du projet de loi « Accès au Logement et un Urbanisme Rénové » (ALUR).

■ Le gros du travail a été de finaliser « *La vallée de l'Oise en toutes lettres. L'Abécédaire de la vallée de l'Oise* » mettant en évidence à partir des 26 lettres de l'alphabet, les projets et les enjeux de la vallée. La préparation de l'exposition itinérante a aussi contribué à faire connaître l'Agence dans le cadre de ses 25 ans d'existence.

■ Dans le cadre des périodiques de l'Agence, deux info **Vallée** n°31 & 32 ont été réalisés sur la loi « Accès au Logement et un Urbanisme Rénové » (ALUR), volet habitat et volet urbanisme, tandis qu'un n°33 a porté sur les nouvelles obligations des réseaux et canalisations.

■ Plusieurs interventions ont été faites, aussi bien devant les notaires de l'Oise, que devant un professeur d'université japonais, que lors des assises du fleuve à Saint-Leu d'Esserent sur les dynamiques économiques de la vallée et sur la réhabilitation des friches comme enjeu central.

■ La 35^e rencontre des agences d'urbanisme « Le bien commun » s'est déroulée les 17 et 18 novembre à

Paris et a permis de montrer l'importance de l'espace public, même quand il est dit ordinaire. Le travail réalisé dans le cadre de gare cœur d'agglomération a été mis à disposition des participants comme plusieurs info **Vallée** sur le patrimoine et sur la valorisation des rives de l'Oise.

■ Plusieurs articles rédigés par Oise-la-Vallée ont été publiés dans les périodiques de la Fnau, *Traits d'agences* sur « Faire des PLUi ! » et sur « Habiter l'eau » permettant de mettre en évidence le besoin de solidarité entre les collectivités au sein de la vallée afin de pouvoir continuer à aménager cette vallée, même en zone inondable.

■ Deux articles co-rédigés avec l'Agence d'Urbanisme du Grand Amiénois (ADUGA) ont porté sur les dynamiques territoriales du projet Roissy Picardie et sur Géopicardie : les agences d'urbanisme et l'observation des territoires à l'échelle régionale (**Dossiers Fnau** n°29 : les agences d'urbanisme, stratégies régionales, réseaux, grands territoires).

■ Plusieurs notes juridiques ont été rédigées sur :

- les indemnités d'un exploitant agricole en cas d'expropriation,
- le Projet d'Intérêt Majeur (PIM),
- le regroupement possible de communes (*Le point sur ...* n°7).

■ Le site web www.oiselavallee.org a été actualisé une seule fois au cours de l'année 2014.

■ Oise-la-Vallée a représenté les petites agences lors des nombreuses réunions de travail entre la Fnau et le Ministère, au sujet du prochain protocole signé avec l'Etat et de la prochaine circulaire répartissant la dotation de l'Etat.

Plusieurs conventions ont été signées entre la Fnau et différentes structures, permettant à Oise-la-Vallée d'avoir des échanges facilités à l'échelon régional ou local : une convention avec l'Agence Française de Développement (AFD) et avec Gaz Réseau Distribution France (GrDF). Un projet de convention avec l'Anru pourrait être signé très prochainement.

2

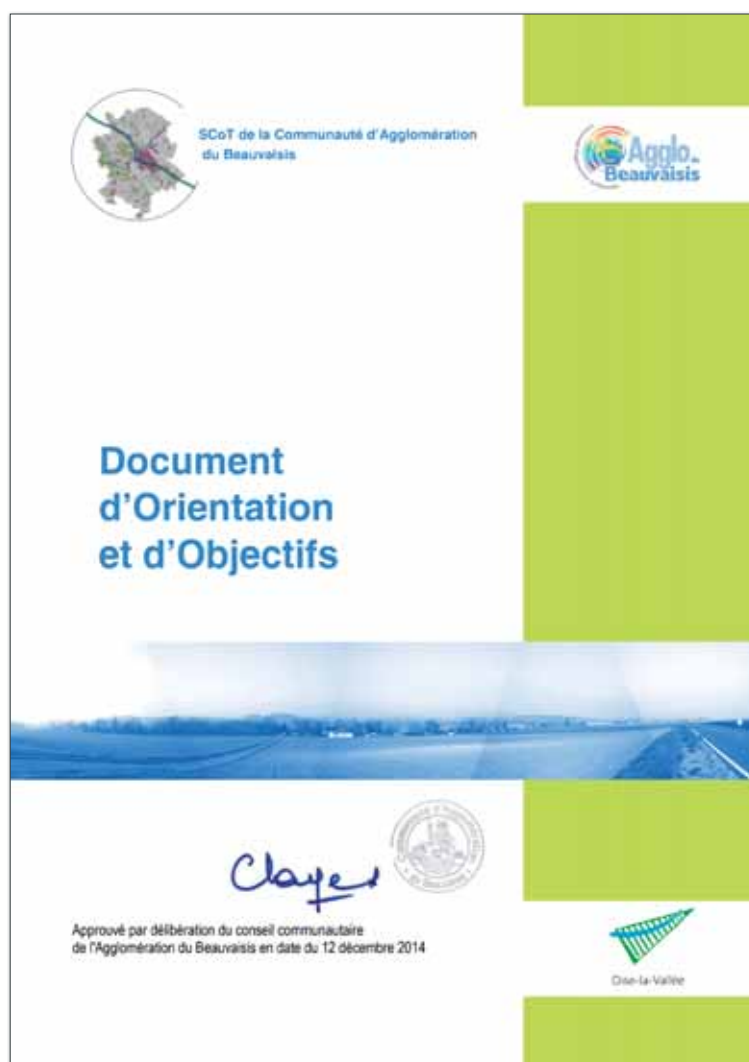
les études et travaux

hors programme partenarial



2014

■ Seul le contrat passé avec la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis pour réaliser la révision du SCoT (SCoT SRU à transformer en SCoT Grenelle) figure dans les études particulières 2014. Oise-la-Vallée ayant été retenue comme prestataire en début d'année 2013, le travail de finalisation du SCoT suite à l'enquête publique a été achevé pour arriver à l'approbation à la fin de l'année 2014, soit 2 ans après le début de la mission



3

notre feuille de route

2012-2014



Après la période d'élaboration des documents de planification stratégiques (SCoT), Oise-la-Vallée a réinterrogé son positionnement, ses missions et ses pratiques afin de continuer à apporter à ses membres les services correspondant à leurs attentes.

L'Agence a un rôle à jouer en amont des choix et projets politiques afin d'enrichir la réflexion des élus et des services, initier et nourrir des approches d'anticipation et plus fondamentalement avoir un devoir d'interpellation de ses partenaires. Par ailleurs, plus que jamais, elle doit travailler aux échelles qui dépassent les seules limites institutionnelles pour favoriser une réflexion et un développement concerté et cohérent de la vallée de l'Oise.

Compte tenu du positionnement de la vallée de l'Oise par rapport à l'Ile-de-France (Paris et Roissy), et des grands projets d'infrastructures (canal Seine-Nord Europe et liaison ferrée Picardie-Roissy), l'Agence doit étendre son périmètre de réflexion au bassin parisien et à l'axe Seine-Normandie en mettant en évidence les enjeux de cette proximité en matière de développement et d'aménagement pour la vallée de l'Oise.

Pour atteindre les objectifs fixés et apporter une valeur ajoutée au territoire et aux collectivités, l'Agence a élaboré une feuille de route triennale (2012 / 2014) intégrant quatre grands axes de travail.

axe 1

Valoriser les atouts de la vallée
pour renforcer son attractivité

axe 2

Adapter le territoire aux évolutions démographiques,
sociales, et énergétiques

axe 3

Préserver le capital naturel de la vallée de l'Oise

axe 4

Observer, suivre et évaluer les politiques publiques

les axes de notre feuille de route triennale

2012-2014

axe 1

Valoriser les atouts de la vallée
pour renforcer son attractivité

valoriser
pour **donner envie**

renforcer l'offre
pour **accueillir**
de nouveaux habitants,
de nouvelles entreprises,
des touristes

décrire,
comprendre
les mécanismes,
analyser

réduire
l'empreinte écologique
des projets urbains

limiter
l'étalement urbain

gérer
les espaces naturels

protéger
les espaces agricoles

développer
l'attractivité agricole

La vallée de l'Oise dispose de nombreux atouts susceptibles d'être valorisés. D'un point de vue économique, le canal Seine-Nord Europe et la liaison Picardie-Roissy, mais aussi les zones d'activité et de nouveaux quartiers sont autant d'opportunités pour accueillir des entreprises et des habitants. D'un point de vue naturel, le territoire dispose de forêts, rivières, supports de continuités écologiques, terres agricoles de qualité qui doivent favoriser la mutation des territoires en proie à la désindustrialisation, en améliorant leur image et leur attractivité économique, résidentielle et touristique. Enfin, le territoire possède un patrimoine architectural, industriel et plus largement culturel, et dans une certaine mesure, naturel, insuffisamment exploité et valorisé.

Mobiliser ces atouts pour améliorer l'attractivité auprès des habitants, des entreprises, des touristes : un objectif qui suppose une réflexion sur la capacité et les conditions d'accueil du territoire, en matière d'habitat, d'équipements et de services, de foncier économique, d'immobilier d'entreprise, d'hébergement hôtelier...

axe 2

Adapter le territoire

aux évolutions démographiques, sociales et énergétiques

Le vieillissement de la population, la hausse de la natalité depuis le début des années 2000, les changements dans les modes de vie, la mobilité résidentielle et professionnelle croissante, etc. : toutes ces évolutions entraînent des modifications dans les attentes des habitants en matière de transport, de logement, de services et d'offre de loisirs.

La hausse inéluctable du coût de l'énergie doit générer une prise de conscience générale du territoire pour faire face à la précarité énergétique de nombreux habitants, afin de leur assurer des conditions de vie et de mobilité acceptables et durables.

Ces problématiques nécessitent de mener à bien des études statistiques accompagnées d'analyses plus qualitatives permettant de bien cerner les problématiques et orienter au mieux les choix des collectivités.

axe 3

Préserver le capital naturel

de la vallée de l'Oise

Le foncier constitue la matière première du territoire. Il est le support d'une agriculture forte, mais aussi d'espaces naturels riches en biodiversité. La protection de ce capital naturel implique de limiter au maximum l'étalement urbain, de limiter la consommation d'énergie, d'identifier et de protéger les continuités écologiques. Elle répond autant à des préoccupations écologiques qu'à la nécessité de maintenir l'image, l'identité de la vallée de l'Oise et de ses abords.

axe 4

Observer, suivre et évaluer

les politiques publiques

La mise en œuvre des politiques publiques par les collectivités doit répondre aux objectifs fixés lors de leur élaboration. Afin de vérifier que les objectifs sont atteints d'une part, et dans l'optique d'améliorer les politiques à venir d'autre part, il est nécessaire d'évaluer les résultats des actions engagées. C'est ce que demande l'Etat dans le cadre du suivi des SCoT et des autres documents d'urbanisme, ou encore des Programmes Locaux de l'Habitat (PLH). Cette question de l'évaluation s'appuie donc à la fois sur les documents d'urbanisme, réalisés en partie par l'Agence de développement et d'urbanisme de la Vallée de l'Oise, et sur sa mission d'observation.

L'Agence d'urbanisme décline ces grands axes autour de quatre grandes missions faisant elles-mêmes appel à des compétences spécifiques en économie, planification, urbanisme, aménagement, environnement, transport, social etc.

mission 1

La planification

et la stratégie territoriale

mission 2

L'observation et l'évaluation

des politiques publiques

mission 3

Les projets urbains et paysagers

mission 4

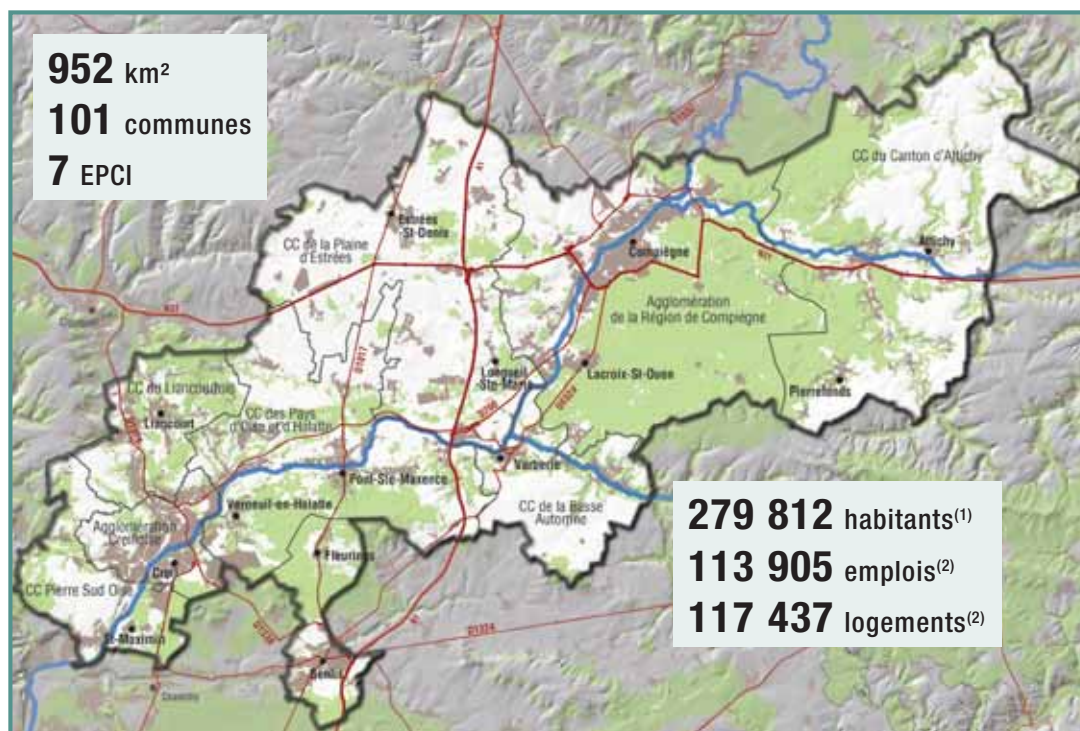
Diffusion et communication

4

notre territoire



2014



ANGICOURT
 ARMANCOURT
 ARSY
 ATTICHY
 AUTRECHES
 AVRIGNY
 BAILLEUL-LE-SOC
 BAILLEVAL
 BAZICOURT
 BEAUREPAIRE
 BERNEUIL-SUR-AISNE
 BETHISY-SAINT-MARTIN
 BETHISY-SAINT-PIERRE
 BIENVILLE
 BITRY
 BLINCOURT
 BRENOUILLE
 CANLY
 CAUFFRY
 CHELLES
 CHEVRIERES
 CHOISY-AU-BAC
 CHOISY-LA-VICTOIRE
 CINQUEUX
 CLAIROIX

COMPIEGNE
 COULOISY
 COURTIEUX
 CRAMOISY
 CREIL
 CROUTOY
 CUISE-LA-MOTTE
 EPINEUSE
 ESTREES-SAINT-DENIS
 FLEURINES
 FRANCIERES
 GRANDFRESNOY
 HAUTEFONTAINE
 HEMEVILLERS
 HOUDANCOURT
 JANVILLE
 JAULZY
 JAUX
 JONQUIERES
 LABRUYERE
 LACHELLE
 LACROIX-SAINT-OUEN
 LAIGNEVILLE
 LE FAYEL
 LE MEUX
 LES AGEUX

LIANCOURT
 LONGUEIL-SAINT-MARIE
 MARGNY-LES-COMPIEGNE
 MAYSEL
 MOGNEVILLE
 MONCEAUX
 MONCHY-SAINT-ELOI
 MONTATAIRE
 MONTMARTIN
 MOULIN-SOUS-THOUVENT
 MOYVILLERS
 NAMPCEL
 NERY
 NOGENT-SUR-OISE
 PIERREFONDS
 PONT-SAINT-MAXENCE
 PONTPOINT
 RANTIGNY
 REMY
 RETHONDES
 RHUIS
 RIEUX
 RIVECOURT
 ROBERVAL
 ROSOY

ROUSSELOY
 SACY-LE-GRAND
 SACY-LE-PETIT
 SAINT-JEAN-AUX-BOIS
 SAINT-LEU-D'ESSERENT
 SAINT-MARTIN-LONGUEAU
 SAINT-MAXIMIN
 SAINT-SAUVEUR
 SAINT-VAAST-DE-LONGMONT
 SAINT-VAAST-LES-MELLO
 SAINT-CREPIN-AUX-BOIS
 SAINT-ETIENNE ROILAYE
 SAINTINES
 SAINT-PIERRE-LES-BITRY
 SENLIS
 THIVERNY
 TRACY-LE-MONT
 TROSLY-BREUIL
 VENETTE
 VERBERIE
 VERDERONNE
 VERNEUIL-EN-HALATTE
 VIEUX-MOULIN
 VILLENEUVE-SUR-VERBERIE
 VILLERS-SAINT-PAUL

⁽¹⁾ Insee - recensement de la population
 Population totale légale au 1^{er} janvier 2012

⁽²⁾ Insee - recensement de la population 2011

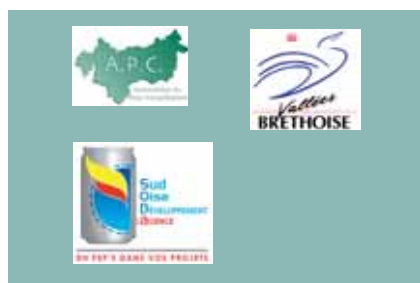
les adhérents

LES MEMBRES fondateurs



- L'Etat représenté par le Préfet de l'Oise, et par délégation au conseil d'administration, le directeur départemental des Territoires Jean-François TURBIL et Martine JUSTON, puis Francis CLORIS, sous-préfet de Senlis.
- Les communes de Compiègne, Creil, Pont-Sainte-Maxence et Senlis.
- L'INERIS
- La Chambre de Commerce de l'Oise
- L'UTC
- Le Conseil Régional de Picardie représenté par son Président Claude GEWERC, et par délégation au conseil d'administration, Marie-Christine GUILLEMIN, vice-Présidente.
- Le Conseil Général de l'Oise représenté par son Président Yves ROME, puis Edouard COURTIAL, et par délégation au conseil d'administration, Bertrand BRASSENS en 2014.

LES MEMBRES associés



- L'Association du Pays Compiégnois
- Le Pays du Bassin Creillois et des Vallées Brethoise
- L'Agence Sud Oise Développement

les adhérents

LES EPCI et autres membres adhérents

- Agglomération de la Région de Compiègne
- Communauté de Communes Pierre Sud Oise
- Communauté de l'Agglomération Creilloise
- Syndicat mixte de la Basse Automne et de la Plaine d'Estrées
- Communauté de Communes de la Basse Automne
- Syndicat mixte du Grand Creillois
- Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées
- Syndicat mixte de la vallée de l'Oise
- Communauté de Communes du Canton d'Attichy
- Syndicat mixte du Parc Alata
- Commune de Fleurines
- Communauté de Communes des Pays d'Oise et d'Halatte
- Commune de St-Leu d'Esserent



Ont versé une subvention

pour le financement du programme partenarial
2014

Etat | Région Picardie | ARC | CAC | CCPOH | SMBAPE | SMGC | SMVO |
Ville de Compiègne | Ville de Creil | Ville de Montataire | Ville de Senlis |

les adhérents

LES COMMUNES

appartenant à une structure intercommunale adhérente

Communes	Population*	Maire**	Communes	Population*	Maire**
COMMUNAUTE DE L'AGGLOMERATION CREILLOISE Président : Jean-Claude VILLEMAIN					
CREIL	34 318	Jean-Claude VILLEMAIN	MONTATAIRE	12 805	Jean-Pierre BOSINO
NOGENT-SUR-OISE	19 020	Jean-François DARDENNE	VILLERS-SAINT-PAUL	6 451	Gérard WEYN
4 COMMUNES	72 594				
AGGLOMERATION DE LA REGION DE COMPIEGNE Président : Philippe MARINI					
COMPIEGNE	41 800	Philippe MARINI	SAINT-SAUVEUR	1 654	Jean-Claude GRANIER
MARGNY-LES-COMPIEGNE	8 201	Bernard HELLAL	JANVILLE	748	Philippe BOUCHER
LACROIX-SAINT-OUEN	4 666	Jean DESESSART	VIEUX-MOULIN	642	Béatrice MARTIN
CHOISY-AU-BAC	3 519	Jean-Noël GUESNIER	JONQUIERES	617	Jean-Claude CHIREUX
VENETTE	2 960	Bernard DELANNOY	LACHELLE	602	Pascal SERET
JAUX	2 468	Michel JEANNEROT	ARMANCOURT	573	Eric BERTRAND
CLAIROIX	2 204	Laurent PORTEBOIS	BIENVILLE	507	Claude DUPRONT
LE MEUX	2 203	Evelyne LE CHAPELLIER	SAINT-JEAN-AUX-BOIS	303	Jean-Pierre LEBOEUF
16 COMMUNES	73 667				
COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PAYS D'OISE ET D'HALATTE Président : Christian MASSAUX					
PONT-SAINTE-MAXENCE	12 772	Arnaud DUMONTIER	LES AGEUX	1 132	Dominique NAGY
VERNEUIL-EN-HALATTE	4 777	Christian MASSAUX	MONCEAUX	782	Alain COULLARE
PONTPOINT	3 267	Patrick PELISSOU	VILLENEUVE-SUR-VERBERIE	682	Gérald GASTON
BRENOUILLE	2 153	Khristine FOYART	SACY-LE-PETIT	542	François MORENC
RIEUX	1 603	Denise SCHROTBILGEN	ROBERVAL	390	Martial BUTEAU
ANGICOURT	1 574	Michel DELAGRANGE	BAZICOURT	333	Marinette CAROLE
CINQUEUX	1 568	Philippe BARBILLON	RHUIS	149	Jean-François GOYARD
SAINT-MARTIN-LONGUEAU	1 507	Michel COLLETTE	BEAUREPAIRE	59	Patricia LEYSSENS
SACY-LE-GRAND	1 429	Didier WARME			
17 COMMUNES	34 719				

* Population totale légale au 1^{er} janvier 2012
Source : Insee - recensement de la population
** liste établie au 01.01.2015

Communes	Population*	Maire**	Communes	Population*	Maire**
----------	-------------	---------	----------	-------------	---------

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA PLAINE D'ESTREES | Président : Stanislas BARTHELEMY

ESTREES-SAINT-DENIS	3 757	Charles POUPLIN	RIVECOURT	572	Annick LEFEBVRE
CHEVRIERES	1 889	Hervé COSME	FRANCIERES	542	Jean-Marie SOEN
LONGUEIL-STE-MARIE	1 889	Stanislas BARTHELEMY	HEMEVILLERS	433	Françoise COUBARD
REMY	1 828	Sophie MERCIER	AVRIGNY	356	Georges FIEVEZ
GRANDFRESNOY	1 713	Ivan VASYLYZYN	EPINEUSE	267	Christophe YSSEMBOURG
CANLY	818	Lionel GUIBON	LE FAYEL	237	Julien GEOFFROY
ARSY	812	Robert DUVIGNON	MONTMARTIN	233	Patrick GREVIN
BAILLEUL-LE-SOC	667	Jean-Louis LUCAS	CHOISY-LA-VICTOIRE	217	Christian DELAVENNE
HOUDANCOURT	604	Daniel HIBERTY	BLINCOURT	116	Dominique LE SOURD
MOYVILLERS	595	Annick DECAMP			

19 COMMUNES **17 545**
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA BASSE AUTOMNE | Président : Patrick FLOURY

VERBERIE	4 134	Michel ARNOULD	SAINTINES	997	Jean-Pierre DESMOULINS
BETHISY-SAINT-PIERRE	3 288	Serge CZERNIEJEWICZ	NERY	702	Claude PICART
BETHISY-SAINT-MARTIN	1 139	Alain DRICOURT	ST-VAAST-DE-LONGMONT	646	Micheline FUSEE

6 COMMUNES **10 906**
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PIERRE SUD OISE | Président : Didier ROSIER

SAINT-LEU-D'ESSERENT	4 784	Michel EUVERTE	CRAMOISY	726	Jean-Michel DARSONVILLE
SAINT-MAXIMIN	3 013	Serge MACUDZINSKI	ROUSSELOY	311	Didier ROSIER
THIVERNY	1 058	Jean-Luc DION	MAYSEL	241	Frédéric TANGUY
SAINT-VAAST-LES-MELLO	1 063	Jean-Jacques DAUBRESSE			

7 COMMUNES **11 196**

* Population totale légale au 1^{er} janvier 2012
 Source : Insee - recensement de la population
 ** liste établie au 01.01.2015

Communes	Population*	Maire**	Communes	Population*	Maire**
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON D'ATTICHY Président : Alain BRAILLY					
CUISE-LA-MOTTE	2 279	Renaud BOURGEOIS	CHELLES	500	Christian DEBLOIS
TROSLY-BREUIL	2 168	Claude MENDEZ	SAINT-ETIENNE-ROILAYE	339	Eric BEGUIN
PIERREFONDS	2 088	Michèle BOURBIER	BITRY	294	Franck SUPERBI
ATTICHY	1 923	Bernard FAVROLE	HAUTEFONTAINE	290	Jean-Marie BOUVIER
TRACY-LE-MONT	1 782	Jacques-André BOQUET	NAMPCEL	260	Anne-Marie DEFRANCE
BERNEUIL-SUR-AISNE	1 029	Daniel GUEGUEN	SAINT-CREPIN-AUX-BOIS	258	Roland de MONCASSIN
JAULZY	925	Daniel TERRADE	MOULIN-SOUS-THOUVENT	235	Fabrice D'ARANJO
AUTRECHES	775	Jean-Claude LETOFFE	CROUTOY	222	Axell DE BRUYN
RETHONDES	769	Gérard DESMAREST	COURTIEUX	188	Lucien DEGAUCHY
COULOISY	507	Jean-Claude CORMONT	SAINT-PIERRE-LES-BITRY	157	Michaël LEMMENS
20 COMMUNES		16 988			

PAYS DU BASSIN CREILLOIS ET DES VALLÉES BRETHOISE (hors communes CAC et PSO) Président : J-P BOSINO					
LIANCOURT	7 303	Roger MENN	MOGNEVILLE	1 525	Michel DELAHOCHÉ
LAIGNEVILLE	4 316	Christophe DIETRICH	BAILLEVAL	1 506	Olivier FERREIRA
RANTIGNY	2 612	Dominique DELION	LABRUYERE	670	Jean-François CROISILLE
CAUFFRY	2 499	Claude PERSANT	ROSOY	620	Gérard LAFITTE
MONCHY-SAINT-ELOI	2 171	Alain BOUCHER	VERDERONNE	559	Bernard GUERRE
10 COMMUNES		23 781			

* Population totale légale au 1^{er} janvier 2012
Source : Insee - recensement de la population
** liste établie au 01.01.2015

AUTRES COMMUNES adhérentes*

Communes	Population**	Maire***	Communes	Population**	Maire***
SENLIS	16 491	Pascale LOISELEUR	FLEURINES	1 925	Philippe FALKENAU
2 COMMUNES		18 416			

* ne faisant pas partie d'une intercommunalité adhérente

** Population totale légale au 1^{er} janvier 2012

Source : Insee - recensement de la population

*** liste établie au 01.01.2015

5

notre équipe



2014

le personnel au 31-12-14

DIRECTION



Pascale POUPINOT

Déléguée générale
Urbaniste qualifiée OPQU
03.44.28.58.53
pascale.poupinot@oiselavallee.org

ASSISTANTE



Sylvie LEGALLE

Assistante de direction
03.44.28.58.58
sylvie.legalle@oiselavallee.org

PÔLE ETUDES



Romain BAPTISTE

Assistant d'études
03.44.28.58.65
romain.baptiste@oiselavallee.org



Pauline LECIEUX

Assistante d'études
03.44.28.58.61
pauline.lecieux@oiselavallee.org



Laurence BIVILLE

Chargée d'études principale
3.44.28.58.52
laurence.biville@oiselavallee.org



Thomas WERQUIN

Chargé d'études principal
Urbaniste qualifié OPQU
03.44.28.58.64
thomas.werquin@oiselavallee.org



Magali CARPENTIER

Chargée d'études
03.44.28.58.63
magalie.carpentier@oiselavallee.org



Isabelle LASTERNAS

Chargée d'études
Urbaniste qualifiée OPQU
03.44.28.58.54
isabelle.lasternas@oiselavallee.org

PÔLE RESSOURCES



Grégory BODET

Géomaticien - Gest. bases de données
03.44.28.58.66
gregory.bodet@oiselavallee.org



Philippe COTREBIL

Géomaticien - Cartographe - Infographiste
03.44.28.58.65
philippe.cotrebil@oiselavallee.org



Virginie MAUBOUSSIN

Chargée de documentation
et de communication
03.44.28.58.57
virginie.mauboussin@oiselavallee.org

ont contribué à l'activité 2014

Maëlle SALAÜN

Chargée d'études

Bertrand BONIFACE

Stagiaire

Duaa ALAMAT

Stagiaire

Maïlys MAKOSSO

Stagiaire

Younès ZAARAOUI

Stagiaire

le développement des compétences

PARTICIPATION AUX CLUBS

organisés par la Fnau

Au cours de l'année 2014, l'Agence a participé à 16 journées de club sur 42 journées organisées par la Fédération, 8 personnes de l'équipe sur 12 ont été concernées.

- Club des Directeurs
- Club Communication
- Club Habitat et modes de vie
- Club Géomatique
- Inter-Club Mobilités-
Géomatique-Observation
- Inter-Club Habitat-Géomatique
- Inter-Club
Démographie-Habitat
- Club Patrimoine et urbanisme
- Club Environnement
- Commission GIRO.

FORMATION CONTINUE

FORMATION

« Premiers secours – PSC1 »

formation organisée par Uniformation à Amiens

PERSONNES CONCERNÉES : 5, le 13 janvier 2014

« La loi ALUR : vers une planification urbaine rénovée – Quels impacts sur nos pratiques et nos métiers »

formation organisée par la Fédération nationale des agences d'urbanisme à Paris

PERSONNES CONCERNÉES : 2, le 24 avril 2014

« Développer la visibilité de son centre de ressources »

formation organisée par SERDA à Paris

PERSONNE CONCERNÉE : 1, les 5 et 6 juin 2014

« Elaborer, mettre en œuvre et piloter un PLUi »

organisée par Ponts Formation Conseil à Paris

PERSONNE CONCERNÉE : 1, du 20 au 22 octobre 2014

« Conduite de projet »

formation organisée par la Fédération nationale des agences d'urbanisme à Paris

PERSONNE CONCERNÉE : 1, du 20 mars au 19 septembre 2014 (8 jours)

« Bien démarrer en photo numérique »

formation DIF à Paris

PERSONNE CONCERNÉE : 1, du 7 au 9 octobre 2014

SÉMINAIRES, journées d'information, salons

■ **1^{ères} rencontres** géographiques de Picardie organisées par Réseau Géo à Amiens, à l'IUT Jules Verne le 14 mars 2014.

■ **Atelier** projet urbain organisé par la Fnau, à Lyon les 20 et 21 mars 2014.

■ **Conférence** sur la « stratégie économique régionale, recherche et innovation : enjeux et perspectives pour la Picardie » organisée par le Conseil régional de Picardie, à Amiens le 31 mars 2014.

■ **Rencontres** de l'aménagement durable de l'interrégion Nord-Picardie, « Qualifier les friches et réinvestir la ville » organisées par la DREAL Picardie, à Amiens le 3 avril 2014.

■ **Atelier** « vers un portail du patrimoine culturel de Picardie » organisé par le Conseil régional de Picardie, à Amiens le 3 avril 2014.

■ **Voyage** d'étude sur l'économie de la ville de Rostock dans le cadre du dispositif URBACT du 21 au 23 mai 2014.

■ **Club Aménagement** de la DDT de l'Oise sur « les zones d'aménagement concerté », à Beauvais le 22 mai 2014.

■ **Journée de recherche** sur le « coworking » organisée par le LEM (Lille Economie et Management), à Lille le 13 juin 2014.

■ **Participation** à l'atelier thématique urbanisme du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), à la DREAL Picardie le 24 juin 2014.

■ **Participations** aux ateliers organisés par la DREAL Picardie « infrastructures », « aménagement » « écriture du guide de prise en compte » dans le cadre du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de Picardie, à Amiens le 30 juin 2014.

■ **Participation** aux ateliers nationaux « territoires en mutation exposés au risque inondation » dans la vallée de l'Oise, mis en place par le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, au cours de l'année 2014

■ **Colloque** « Quelles coopérations acteurs de l'habitat-chercheurs » organisé par l'Union Sociale pour l'Habitat (USH), à Paris le 10 juillet 2014.

■ **Rencontre** Insee/Fnau, à Paris le 11 septembre 2014.

■ **Jeudi du Développement Durable** organisé par la DREAL Picardie sur « l'accessibilité des territoires : les enjeux de la mobilité », à Amiens le 18 septembre 2014.

■ **1^{ères} assises** nationales de la qualification d'urbaniste organisées par le Ministère du Logement et de l'Égalité des territoires et l'Office Professionnel de Qualification des Urbanistes, à Paris le 18 septembre 2014.

■ **Participation** à la matinée d'échanges « Matières premières, terres excavées et matériaux du BTP » organisée par le BRGM, à Amiens le 2 octobre 2014.

■ **Rencontre de l'Habitat** dans le Grand Amiénois, organisée par l'Agence d'urbanisme du grand Amiénois (ADUGA), à Amiens le 14 octobre 2014.

■ **Séminaire** « PLUi/PLU » et « SCoT » organisé par la Fnau, à Reims les 14 et 15 octobre 2014.

■ **Rencontre annuelle** des agences d'urbanisme du réseau sur le thème « Le bien territorial pour des politiques innovantes », à Paris le 17 novembre 2014.

■ **Séminaire annuel** de l'observation urbaine « Observer l'environnement en ville : ressources et nuisances » organisé par l'AdCF, le Cerema, la Fnau et l'Insee, à Paris le 4 décembre 2014.

■ **Colloque** « Stratégies de localisation des ménages et des entreprises à l'épreuve d'une mobilité plus durable » organisé par le Cerema, à Lille les 10 et 11 décembre 2014.

le bilan administratif



2014

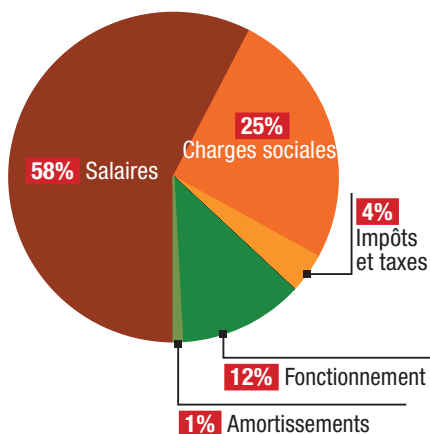
LE MATÉRIEL

EQUIPEMENT					
1	appareil photo numérique	2008	4	ordinateurs	2010
11	graveurs DVD	2005/2013	1	ordinateur	2011
1	imprimantes laser N&B A4	2004	1	ordinateur	2013
1	traceur A0	2006	1	ordinateur portable	2013
1	ordinateur	2005	1	photocopieur num. couleur	2013
3	ordinateurs	2006	1	serveur de données	2011
2	ordinateurs	2007	1	serveur de fichiers	2004
2	ordinateurs	2008	1	vidéo projecteur	2002
1	ordinateur	2009	1	disque réseau	2011

LOGICIELS			
Microsoft office	2010	Dreamweaver	2000
Sage Saari Compta	2013	Adobe Acrobat	2012
Mapinfo	2004	Illustrator CS6	2012
ARCGIS	2013	Photoshop CS6	2012
FME	2014	Indesign CS6	2012
QGis	2014	Quark Xpress	2001
PostGres/PostGis	2014	Alexandrie	2005

LES DÉPENSES

2014



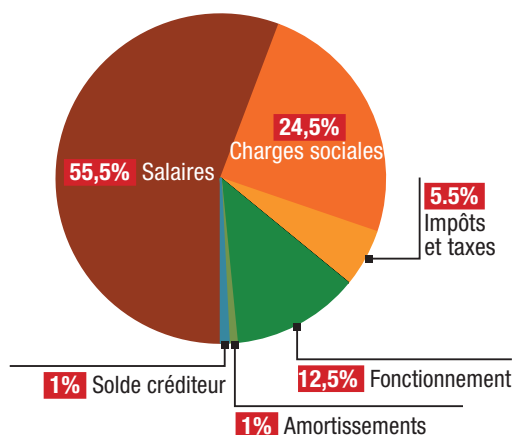
Globalement les différents postes de dépenses sont très inférieurs au budget prévisionnel (- 95 000 euros), en particulier les dépenses de services extérieurs (- 9 %) et les charges de personnel (- 5,5 %).

■ Comme tous les ans, ce dernier poste est le plus élevé à hauteur d'environ de 640 000 euros, ce qui est tout de même très inférieur au prévisionnel et inférieur également au réalisé 2013 de - 22 000 euros, (soit -3,4%).

■ Les services extérieurs (loyer, maintenance, prestataires...) sont aussi bien inférieurs au budget prévisionnel (- 25%) mais aussi inférieurs au réalisé 2013 (- 9%). Des économies ont été recherchées sur tous les postes et certains contrats ont été renégociés (téléphone, maintenance...)

■ Les achats non stockés (fournitures, carburant...) ont été inférieurs au budget prévisionnel de 10 000 euros mais sont identiques au réalisé 2013 (7 000 euros).

2013



■ Cette baisse s'explique notamment par le fait qu'aucune revalorisation salariale n'est intervenue malgré une provision effectuée au budget et par le départ d'une salariée à la fin du troisième trimestre et son non remplacement.

■ Les impôts et taxes concernant les salaires sont donc également très inférieurs au prévisionnel (-40%), l'abattement de la taxe sur les salaires ayant été reconduit en 2014 et appliqué sur toute l'année.

■ Aucune sous-traitance d'études n'a été réalisée, l'agence ayant acquis le savoir-faire demandé par le programme partenarial.

■ La dotation aux amortissements est inférieure au prévisionnel et identique au réalisé 2013, en raison de très faibles investissements en 2014.

■ Les impôts dus correspondent à ceux liés au dépôt sur le livret Associatis, en complément du livret A de la banque.

■ Les charges financières sont quasiment nulles, l'agence n'ayant plus d'emprunt en cours.

LES RECETTES

Elles ont été inférieures au prévisionnel et au réalisé de 2013 (-9%).

■ La dotation initiale de l'Etat a été inférieure au budget prévisionnel et au réalisé de 2013, de 11,5 % (- 13 000 euros) mais abondée par un avenant de 10 000 euros en fin d'année dont la recette a été reportée sur l'exercice prochain puisque l'agence n'a pas pu consommer cette subvention sur l'exercice 2014.

■ Les cotisations et les subventions des collectivités ont été inférieures au budget prévisionnel, et inférieures au réalisé 2013, malgré la revalorisation du montant de la cotisation annuelle et l'adhésion de la commune de Saint-Leu d'Esserent ; certaines collectivités n'ayant pas versé le montant de subvention voté lors du budget.

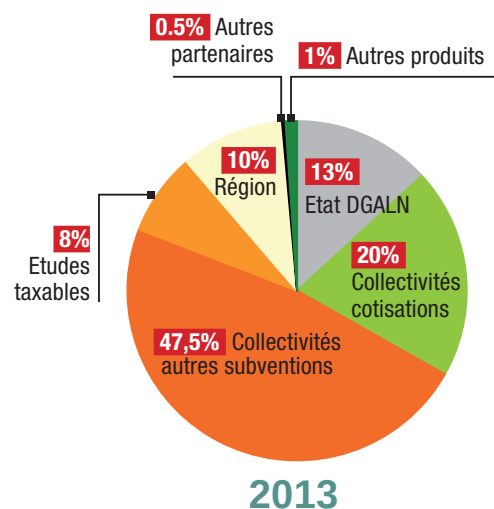
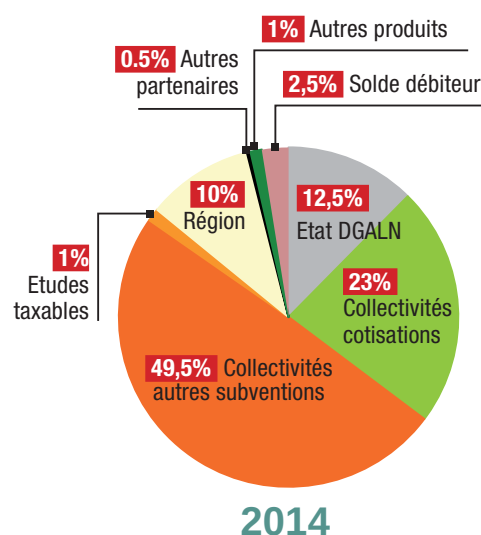
■ En ce qui concerne les études taxables, leur montant global réalisé est très inférieur au prévisionnel et au réalisé de 2013, seul le solde du contrat avec la Communauté d'agglomération du Beauvaisis a pu être porté au résultat 2014 (9 520 euros). Aucun appel d'offres n'ayant pu faire l'objet d'une candidature de l'agence au cours de l'année.

■ Les produits financiers correspondent aux placements de trésorerie sur le livret A et le livret Associatis de la Caisse d'épargne destinés aux associations et qui ont permis de réaliser 2 319 euros, c'est-à-dire 1 000 euros de moins par rapport à 2013.

■ Les autres produits (indemnités journalières, remboursements de formation...) sont à peu près équivalents à ceux de 2013.

■ Les comptes de résultat comparés affichent une perte de -19 604 euros, ce qui est néanmoins limité grâce aux économies faites sur les dépenses générales et la masse salariale, au regard de l'équivalent de près de 68 000 euros d'études spécifiques non réalisées et à la baisse des subventions des collectivités.

■ Les réserves au passif du bilan sont donc portées à presque 268 000 euros soit toujours l'équivalent de 4 mois de charges de personnel, ce qui est raisonnable et permet de gérer une trésorerie sans difficulté particulière.



LE COMPTE DE RÉSULTAT 2014

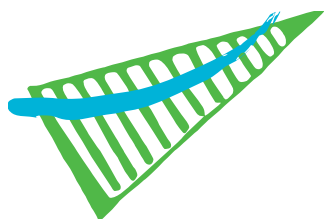
DEBIT	RAPPEL 2013	PRÉVISIONS 2014	RÉALISATIONS 2014
Charges de personnel	665 699	680 000	643 557
Sous-traitance études	-	-	-
Achats non stockés	7 042	10 000	7 024
Autres services extérieurs	96 762	120 000	87 810
Impôts, taxes	46 457	50 000	30 157
Dotations aux amortissements	6 440	10 000	6 451
Charges financières	104	-	21
Autres charges	1	-	-
Impôts dus	501	-	337
Résultat	6 490	-	-
TOTAL en (€)	829 496	870 000	775 357

CREDIT			
Etat	109 081	105 000	96 072
Collectivités cotisations	166 250	174 000	177 256
Collectivités autres subventions	395 741	421 000	383 201
Région	81 792	88 000	78 644
Etudes spécifiques taxables	64 862	77 200	9 520
Autres partenaires	2 720	4 800	2 720
Produits financiers	3 325	-	2 319
Autres produits	5 725	-	6 021
Résultat	-	-	19 604
TOTAL en (€)	829 496	870 000	775 357

LE BILAN au 31 décembre 2014

ACTIF	RAPPEL 2013	2014
Immobilisations nettes	13 702	8 982
En-cours de production de services	-	-
Créances clients	148 846	117 892
Valeurs mobilières de placement	-	-
Disponibilités	258 534	261 078
Charges constatées d'avance	2 340	2 809
TOTAL en (€)	423 422	390 761

PASSIF		
Report à nouveau	280 783	287 272
Résultat de l'exercice	6 490	(19 604)
Fonds dédiés	-	-
Emprunts et dettes assimilées	1 796	-
Dettes fournisseurs	9 825	8 978
Dettes fiscales et sociales	124 528	104 115
Produits constatés d'avance	-	10 000
TOTAL en (€)	423 422	390 761



AGENCE D'URBANISME

Oise-la-Vallée

**Oise-la-Vallée
Agence d'urbanisme**

| 13, Allée de la Faïencerie
60100 CREIL |

| Tél. 03 44 28 58 58 |

| Fax. 03 44 28 58 60 |

| E-mail :
information@oiselavallee.org |

| www.oiselavallee.org |